

1<sup>er</sup> Mars 2019

10

TROYES ET ENVIRONS

VENDREDI  
1<sup>er</sup> MARS 2019

GRAND DÉBAT NATIONAL

## Sous le regard attentif de deux « garants »

**PONT-SAINE-MARIE** C'est en présence de Jean-Paul Bailly et de Pascal Perrineau, deux garants nationaux, qu'une centaine de personnes ont débattu à l'initiative de Michel Ployé.

**S**oixante-dix chaises installées dans la salle des fêtes de Pont-Sainte-Marie, rapidement complétées par trente autres compte tenu d'une assistance importante, et puis dans le fond de la salle, un peu à l'écart, deux personnes assises devant une petite table. Quelques feuilles et un stylo. Ils ne viennent pas pour débattre, mais pour s'assurer que le débat se déroule dans l'esprit et les règles fixées pour ce grand débat national. Il s'agit de Jean-Paul Bailly, ancien président du conseil d'administration de La Poste, et de Pascal Perrineau, politologue, spécialiste de sociologie électorale, deux des cinq garants désignés au plan national pour cet exercice de démocratie. Ils prennent des notes, ils écoutent, mais ne prennent pas la parole.

### « Supprimer le département et faire des régions plus petites »

Pourquoi ont-ils choisi ce débat et pas un autre ? « Nous avons déjà suivi plus de quarante débats, mais aucun encore dans cette région », indique sobrement Jean-Paul Bailly. « J'ai été prévenu le matin même par Public Sénat qui va filmer ce débat », confie pour sa part Michel Ployé, organisateur à titre personnel de ce débat.

Au programme de cette soirée, les quatre grands thèmes du débat national ont été abordés. Et c'est notamment sur la question des services publics que l'assistance s'est attardée.

« Pour certaines réunions organisées par une association, je suis obligé de me rendre à Strasbourg. C'est aberrant. Mon idée serait de retirer une strate de collectivité, de supprimer le département et de faire des régions plus petites », lance Gérard. « C'est



Jean-Paul Bailly et Pascal Perrineau, deux des cinq garants désignés pour ce grand débat au plan national.

vrai qu'il aurait été préférable de choisir Metz ou Nancy car pour Strasbourg, c'est cinq heures de route, et on est obligé de dormir deux nuits à l'hôtel », rebondit un autre participant. « Tous les services ne sont pas à Strasbourg. Ainsi l'Agence régionale de santé se trouve à Nancy », tempère un autre.

### « Aucune loi n'impose d'avoir internet »

Un autre participant dénonce pour sa part le fait que de nombreuses formalités doivent désormais être effectuées via internet. « Aucune loi n'impose d'avoir internet. Comment vont faire les générations des gens de 70 et 80 ans ? », interroge-t-il. Autre sujet très concernant, la santé

et les difficultés pour trouver un médecin à certaines heures. « On est face à un désert médical. Il faut plus de médecins. Il faut inciter les jeunes à s'installer à Troyes car actuellement, il faut par exemple attendre trois à six mois pour un rendez-vous chez un gynécologue », témoigne une femme. « Les médecins sont devenus des fonctionnaires avec des plages horaires pas assez larges. À 20 h, ils sont rentrés chez eux, il faut alors aller aux Urgences. Il faudrait une législation pour avoir des médecins 24 heures sur 24 avec un roulement de garde », surenchérit une autre.

### « Merci la France »

Un débattre trouve encore « aberrant » le fait que des collectivités financent la création de maisons mé-

dicales. « Il n'est pas normal que le citoyen paye les locaux des médecins, c'est aux médecins à payer ».

« Il faudrait quand même être conscient de tous les services qu'on a en France. Allez donc voir en Afrique ou en Asie ce qu'ils ont ! Moi, je suis fils d'ouvrier, j'ai commencé avec un vélo et une cuisse à outils et j'ai terminé cadre supérieur. En France, on a tout ou presque, même si des choses doivent être améliorées », modère un participant. Même tonalité de la part d'une femme qui a été longuement hospitalisée. « À la sortie de l'hôpital, ça ne m'a rien coûté. La France est bonne mère. Merci la France ! », lance-t-elle.

Santé encore lorsqu'une personne dénonce le fait que Johnny Hallyday soit parti vivre aux États-Unis pour de pures raisons fiscales. « Mais soit quand même venu se faire soigner en France avec l'argent des contribuables ». Tout est évoqué dans ce débat, et personne n'est épargné, même Johnny. ■

JEAN-FRANÇOIS LAVILLE



Une centaine de personnes réunies à la salle des fêtes de Pont-Sainte-Marie.